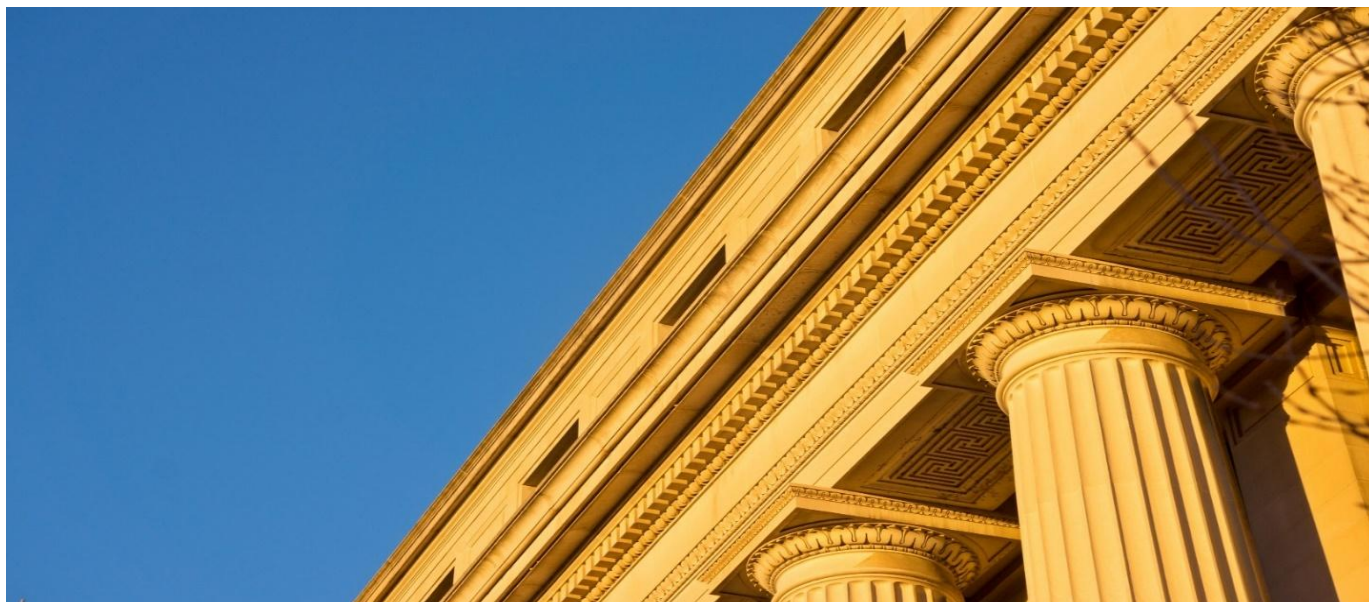




FBConseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS



NEWSLETTER

04-2025



FB Conseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS

JURISPRUDENCE ASSURANCE :

- [Cass.19 mars 2025 n°23-16.193-](#) **devoir de conseil du courtier** : le courtier n'avait pas été informé par l'entreprise assurée qu'une partie de son activité pouvait être réalisée avec des clients dans la zone géographique exclue USA CANADA, par ailleurs la clause contractuelle limitant la garantie était suffisamment claire et apparente dans le contrat proposé par le courtier pour que l'assuré, en sa qualité de professionnel, ait pu en prendre pleine connaissance et en comprendre la portée avant d'accepter cette proposition, la cour d'appel a ainsi pu retenir que le courtier justifiait ne pas avoir manqué à son devoir de conseil. Pour rappel le devoir de conseil porte sur les éléments ignorés par les parties au contrat d'assurance.
- [Cass. Civ.2 13 mars 2025 n°23-13.219 Inédit](#) – **restitution d'un acompte réglé par l'assureur** : un assureur qui verse un acompte doit justifier par un courrier adressé à l'assuré que ce versement est effectué sous réserve que la garantie soit mobilisable pour pouvoir en obtenir restitution en cas de non garantie. Une capture d'écran d'un logiciel mentionnant le versement d'un montant à titre d'acompte est insuffisant.
- [Cass.Civ.1 12 mars 2025 n°23-12.816](#) – **prescription** : la renonciation tacite peut résulter de toutes circonstances établissant sans équivoque la volonté de ne pas se prévaloir de la prescription. En se bornant à énoncer, pour considérer que la prescription était acquise, que la reconnaissance ultérieure de sa dette par M. [Z] n'avait pu avoir aucun effet interruptif, sans rechercher si cette reconnaissance ne caractérisait pas une renonciation à se prévaloir de la prescription, la cour d'appel a privé sa décision de base légale au regard de l'article 2251 du code civil. (sur la reconnaissance partielle interruptive de prescription voir aussi [Cass. Civ.3 14 mai 2020 n°19-16.210 Inédit](#) – « la reconnaissance, même partielle, que le débiteur fait du droit de celui contre lequel il prescrivait, entraîne pour la totalité de la créance un effet interruptif qui ne peut se fractionner ; qu'en jugeant que la prescription n'avait pas été interrompue après avoir pourtant constaté que des paiements partiels avaient été réalisés, ce dont il s'évinçait que la prescription avait été interrompue du fait de ces paiements partiels, la cour d'appel n'a pas tiré les conséquences légales de ses propres constatations et a ainsi violé les dispositions de l'article 2240 du code civil dans sa rédaction issue de la loi n° 2008-561 du 17 juin 2008 ».)
- [Cass. Civ.3 13 février 2025 n°23-15.912-](#) **subrogation conventionnelle** : selon l'article 1250 du code civil, dans sa rédaction antérieure à celle issue de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 la subrogation conventionnelle doit résulter de la volonté expresse de subroger, manifestée concomitamment ou antérieurement au paiement. Il en résulte que la concomitance de la subrogation et du paiement doit être spécialement établie par le subrogé en précisant les dates auxquelles l'assureur a réglé l'indemnité dont il est fait état dans la quittance subrogative. Si la preuve de la concomitance ne peut être rapportée l'assureur peut invoquer la subrogation légale (art. L121-12 code des ass.) en démontrant l'effectivité du paiement en exécution de son obligation contractuelle de garantie si possible par des documents comptables plutôt que des copies écran.

- [Cass. Civ. 2, 13 février 2025 n°23-17.739](#) – **effet sur l’opposabilité d’une clause limitative de garantie de l’absence de signature des conditions particulières** : selon l'article 1134, alinéa 1er, du code civil, dans sa rédaction antérieure à celle issue de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 et les articles L. 112-2, L. 112-3 et L. 112-4 du code des assurances, une clause de limitation de garantie doit avoir été portée à la connaissance de l'assuré au moment de son adhésion à la police ou, tout au moins, antérieurement à la réalisation du sinistre, pour lui être opposable. Pour dire le plafond de garantie contractuel opposable aux consorts [M] et les débouter de leurs demandes, l'arrêt relève que ni les conditions générales du contrat d'assurance, ni la fiche contenant les conditions particulières propres à l'assuré souscripteur ne sont signées par ce dernier. Il en déduit que ces documents initiaux ne suffisent pas à démontrer que ce plafond a été porté à la connaissance du souscripteur et, par conséquent, de toute personne pouvant avoir aussi la qualité d'assuré.
- [CA de Toulouse 12 février 2025 n°23/03649](#) - **effet sur l’opposabilité de la prescription biennale de l’absence de signature des conditions particulières d’une garantie** : les conditions générales et conditions particulières produites par l’assureur ne comportent aucune signature et, pour les conditions générales, aucune date. Cette dernière n'apporte aucun élément pour répondre à ce moyen tiré de l'inopposabilité de la prescription biennale. L'assureur ne démontre pas avoir informé l'assuré sur l'existence et le régime de la prescription biennale dérogeant au droit commun de la prescription des obligations. Pour ce seul motif, l'ordonnance entreprise sera infirmée en toutes ses dispositions.

CONFORMITE :

- [Cass. 1re civ., 19 mars 2025, n° 23-19.915, Publié au bulletin](#) – L'activité consistant, pour le juriste, à assurer la mise en œuvre des exigences de conformité, notamment en ce qui concerne la lutte contre le blanchiment et la corruption, et du règlement général de protection des données, peut relever du traitement des problèmes juridiques posés par l'activité de l'entreprise et constituer un service juridique spécialisé.
- [Cour d'appel de Versailles, Chambre commerciale 3 2, 4 mars 2025, n° 23/07601](#)
Mme [Z] victime de " spoofing " (technique de fraude consistant pour son auteur à usurper au téléphone l'identité d'un prestataire de services de paiement) a assigné la banque Boursorama prétendument responsable des virements effectués à l'étranger. La cour d’appel confirme que les paiements avaient été autorisés par Mme [Z] et correctement exécutés, **de sorte que la banque n'avait pas d'obligation de vérifier l'identité des bénéficiaires des virements à l'étranger**. La Cour infirme néanmoins le jugement sur le manquement de la banque à engager la procédure de rappel des fonds, allouant un euro symbolique à Mme [Z] pour le préjudice subi.
Rappelons que selon l'article L. 133-19, IV du CMF, le payeur supporte toutes les pertes occasionnées par des opérations de paiement non autorisées si ces pertes résultent d'un agissement frauduleux de sa part ou s'il n'a pas satisfait intentionnellement ou par négligence grave aux obligations mentionnées aux articles L. 133-16 et L. 133-17, soit celle de préserver la sécurité de ses données de sécurité et celle d'informer sans tarder le prestataire de services de paiement de toute perte vol ou détournement de ses moyens de paiement ou de ses données.

➤ [Cass. Com. 5 février 2025 n°23-10.953](#) – **droit à la preuve vs secret des affaires** : Selon l'article L. 151-8, 3°, du code de commerce, à l'occasion d'une instance relative à une atteinte au secret des affaires, le secret n'est pas opposable lorsque son obtention, son utilisation ou sa divulgation est intervenue pour la protection d'un intérêt légitime reconnu par le droit de l'Union européenne ou le droit national. Il résulte de l'article 6, § 1, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales que le droit à la preuve peut justifier la production d'éléments couverts par le secret des affaires, à condition que cette production soit indispensable à son exercice et que l'atteinte soit strictement proportionnée au but poursuivi. Le droit à la preuve permet donc l'obtention et la production d'une preuve illicite obtenue et produite en méconnaissance du secret des affaires. Ce principe est connu depuis 2012.¹

➤ **ACPR – LCB-FT** : révision en cours des Principes d'application sectoriels de l'Autorité de contrôle relatifs à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme pour le secteur des assurances dé février 2015 (sont concernés les thèmes 3, 4 et 5 des principes d'application sectoriels cf. lignes directrices relatives à l'identification, la vérification de l'identité et la connaissance de la clientèle.)

➤ [ACPR – Communiqué du 18 mars 2025](#) - **affirmation de la non assurabilité des sanctions pécuniaires prononcées par une autorité administrative** « *Comme tout contrat, un contrat d'assurance ne peut être contraire à l'ordre public. À ce titre, il ne peut porter atteinte à l'efficacité des peines qui doivent être personnellement exécutées par l'auteur d'un manquement ayant justifié une sanction. Le Conseil d'État a rappelé dans un avis de 2007 que ce principe constitutionnel de personnalité des peines en matière pénale est applicable aux sanctions administratives. L'ACPR rappelle en conséquence que la prise en charge par un assureur d'une sanction pécuniaire prononcée par une autorité administrative, au même titre que les amendes fiscales, pénales et douanières, serait contraire à l'ordre public et que toute clause contractuelle le prévoyant serait nulle et de nul effet, sous réserve de l'appréciation des tribunaux.* »

➤ [SANCTIONS Russie - 16eme Paquet UE](#) - L'Union européenne, par le Règlement (UE) n° 2025/395 du 24 février 2025, vient d'adopter **de nouvelles mesures restrictives** :

- des **mesures anti-contournement**, avec l'ajout de 74 nouveaux navires à la « flotte fantôme » ou à la liste des navires ayant contribué aux revenus énergétiques de la Russie, portant le total à 153 navires, et 53 nouvelles entreprises sanctionnées, dont 34 situées dans des pays autres que la Russie (Chine, y compris Hong-Kong, Inde, Kazakhstan, Singapour, Turquie, Émirats arabes unis et Ouzbékistan);
- des mesures commerciales visant entre autres les importations d'**aluminium** primaire russe
- des **biens à double usage** tels que certains précurseurs chimiques, les logiciels liés aux machines-outils à commande numérique par ordinateur utilisées pour la fabrication d'armes, les manettes de jeux vidéo utilisées par l'armée russe pour piloter des drones sur le champ de bataille, les minerais et composés de chrome en raison de leurs applications militaires
- des **mesures énergétiques**, interdisant complètement le stockage temporaire ou le placement sous procédures de zone franche du pétrole brut ou des produits pétroliers russes dans les ports de l'UE

¹ Com. 5 juin 2024, n° 23-10.954 ; Civ. 1^{re}, 5 avr. 2012, n° 11-14.177, [Daloz actualité](#), 23 avr. 2012, obs. J. Marrocchella ; D. 2012. 1596

➤ **SANCTIONS Russie – OFAC USA – Etat des lieux :**

- Pas de nouvelles sanctions prononcées contre des personnes morales ou physiques russes par l'administration Trump ;
- Les sanctions prononcées par l'administration Biden depuis le 10 janvier 2025 à l'encontre de certains individus impliqués dans la fourniture d'énergie à la Russie sont maintenues, certaines mesures dérogatoires sont supprimées (voir la [GL 117](#) concernant Gazprom Neft et Surgutneftega ; et la [GL 93](#) relatives aux transactions impliquant les navires de Sovcomflot) ;
- Les opérations russes liées à la cybercriminalité sont ajoutées à la liste SDN (dans le cadre du régime de sanctions cyber et non du régime de sanctions russe) ;
- L'OFAC a intégré dans ses listes SDN des Houtis du Yémen venant en soutien au régime russe ;
- La Task Force KleptoCapture, créée par l'administration Biden pour mettre en œuvre les régimes de sanctions à l'encontre des oligarques russes en saisissant leurs biens de luxe, est supprimée.

➤ **USA – PROTECT USA ACT Senator Hagerty (R-TN)- 12 Mars 2025:** Depuis décembre 2024 les USA préparent un texte visant à interdire l'application de la directive CS3D en matière d'économie durable dans le cadre des politiques ESG dans les entreprises européennes et non européennes exerçant leurs activités aux USA refusant ainsi le principe d'extra territorialité de ce texte. Les éléments clés de la directive CS3D comprennent l'identification, la prévention et l'atténuation des impacts environnementaux et humains négatifs des activités globales des entreprises.